https://ricochets.cc/Apres-la-chute-du-gouvernement-vers-un-pacte-neofasciste-ou-un-soulevement-8036.html

Après la chute du gouvernement : vers un pacte néofasciste ou un soulèvement ?

- Les Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 5 décembre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le gouvernement Barnier a chuté encore plus tôt que ce à quoi on pouvait s'attendre.
Le despote Macron va faire son blabla jeudi à 20h, prépare-t-il un nouveau coup de trafalgar ? Avec lui tout est possible, surtout le pire.
Aura-t-on la surprise de le voir se faire hara kiri en direct ? Peu de chance, ses racines japonaises semblent inexistantes. Et il doit encore servir de porte flingue à quelques milliardaires qui veulent du retour sur investissement.

Marre d'être à la remorque de toute cette clique d'oligarques ultra-capitalistes fascisants, de subir sur la défensive leur politique pourrie et leur agenda criminel !
Quand est-ce qu'on passe à l'offensive pour imposer la démocratie réelle, directe, avec un agenda qui commencerait par le démantèlement du capitalisme et la mise au rencart de tous les oligarques ?

- Ci-dessous le média Contre-Attaque parle de l'alternative entre « un pacte néofasciste et un soulèvement ». Peut-être bien qu'on en est là effectivement.
Le feu de la révolte couve un peu partout certes, mais un véritable soulèvement paraît très improbable. Mais les bonnes surprises ne sont pas impossibles, qui aurait-pu prédire le soulèvement des gilets jaunes en 2018-2019 ? Noël dans les contestations ou Pâques sous Napoléon ?

- Plus bas des rdv de grèves et actions en Drôme liées à la fonction publique.
...à suivre ?

Après la chute du gouvernement : vers un pacte néofasciste ou un soulèvement ?

LE GOUVERNEMENT EST TOMBÉ : VERS UN PACTE NÉOFASCISTE OU UN SOULÈVEMENT ?

Saut dans l'inconnu

La motion de censure contre le gouvernement, déposée par le Nouveau Front Populaire, vient de recueillir l'approbation de 331 députés.

Pour la première fois depuis 1962, le gouvernement tombe suite à une motion de censure. Le gouvernement Barnier est le plus éphémère de toute la Cinquième République : il n'a tenu que trois mois. Sur près de 150 motions de censures recensées sous la Cinquième République, c'est la deuxième fois seulement qu'un gouvernement est renversé par le Parlement.

Macron ne peut pas dissoudre l'Assemblée avant juin, il n'y aura donc pas d'éventuelle nouvelle majorité. La France va finir l'année 2024 sans Premier Ministre ni budget voté.

Macron, qui vient tranquillement de rentrer de vacances en Arabie Saoudite, aura semé le chaos maximal depuis son élection. Il a toujours été minoritaire : hold-up électoraux en 2017 comme en 2022, en utilisant le « barrage républicain » pour accéder au pouvoir, mais sans jamais tenir compte de l'écrasante proportion de la population qui a n'a voté pour lui que pour empêcher l'extrême droite droite de gagner. Puis application d'une politique néolibérale ultra-violente provoquant les plus grandes crises sociales depuis Mai 1968, notamment les Gilets Jaunes et la déferlante de 2023 pour les retraites. Usage inédit de 49.3, armement sans précédent de la police, mépris, arrogance et fake news comme jamais.

Depuis 2022, Macron a scellé un pacte avec le RN, imposé la loi la plus raciste depuis la Libération, allumé des incendies dans tous les territoires d'Outre-Mer puis dissout l'Assemblée par surprise à la veille des Jeux Olympiques, pour gouverner avec le RN.

Alors que les élections avaient vu le Nouveau Front Populaire arriver en tête, Macron a choisi de nommer la droite radicale au gouvernement - avec des membres de la Manif pour tous et un ministre de l'intérieur d'extrême droite - et d'imposer le plus grand plan d'austérité de l'histoire, saccageant toujours plus l'accès aux soins, à l'éducation, aux services publics vitaux. **Des « économies » destinées à compenser l'immense opération de pillage organisée depuis son élection, qui a consisté à distribuer des centaines de milliards d'euros aux riches et aux patrons sans contre-partie, creusant une dette abyssale.**

Malgré toutes les courbettes de Michel Barnier au clan Le Pen depuis le mois de septembre, le RN a finalement voté la censure, espérant sans doute une élection présidentielle anticipée ou un Premier Ministre issu directement de ses rangs.

La nomination d'un gouvernement encore plus à droite, voire à l'usage de procédures d'exception dictatoriales. Sauf si nous l'en empêchons

Maintenant que Macron a mené au chaos, il va l'utiliser pour aller encore plus loin dans son alliance avec l'extrême droite. Il faut s'attendre à une fuite en avant autoritaire, et à la nomination d'un gouvernement encore plus à droite, voire à l'usage de procédures d'exception dictatoriales. Sauf si nous l'en empêchons.

Pour imposer le partage des richesses, la fin des politiques racistes, la défense de l'environnement, bref : des attentes partagées par la majorité de la population, il faudra bien plus qu'une motion de censure et des débats parlementaires dans les palais feutrés de la bourgeoisie.

Quand la rue réclame avec les bons arguments, la rue l'obtient.

source : https://contre-attaque.net/2024/12/04/le-gouvernement-est-tombe-vers-un-pacte-neofasciste-ou-un-soulevement/

Copyright © Ricochets

Après la chute du gouvernement : vers un pacte néofasciste ou un soulèvement ?

Chute du gouvernement : les scénarios possibles

Ces dernières semaines on a entendu tout et son contraire, et à peu près n'importe quoi, à propos de la chute du gouvernement Barnier, annoncée pour demain suite aux 2 motions de censure déposées par LFI et le RN. Des motions qui emporteront vraisemblablement la majorité et feront tomber le Premier Ministre, pour la première fois depuis des décennies. Mettons un peu les choses au clair.

Les député-es de ce qu'on appelle le « socle commun », c'est-à-dire cette joyeuse bande de droite extrême comprenant macronistes et Républicains, ont multiplié les déclarations catastrophistes afin d'empêcher la censure et surtout de continuer à se présenter comme les « garants de l'ordre », quitte à raconter n'importe quoi et à mentir.

Il est en outre assez cynique d'appeler à la stabilité et se présenter comme garants de l'ordre lorsqu'on est député-e macroniste, alors que son propre chef de camp est le seul et unique responsable du désastre ambiant. Ces gens rejouent le refrain du « c'est nous ou le chaos », entendu et répété à chaque élection. Sauf qu'à présent, tout le monde sait que ce sont EUX le chaos.

Nous évoquions ce week-end le cas de M. Kasbarian, ministre de la Fonction publique qui, face au risque d'un rejet du Projet de loi de finances pour 2025, agitait lors d'une interview sur BFM la possibilité d'un blocage des paies et des remplacements des fonctionnaires. Les syndicats de la fonction publique avaient répondu qu'il s'agissait avant tout de « mensonges et de menaces », car il serait illégal de mettre en oeuvre des suspensions de salaires.

L'ancienne première ministre Élisabeth Borne nous promet également une descente aux enfers : « Ça veut dire qu'au 1er janvier, votre carte Vitale ne marche plus, les retraites ne sont plus versées... » Barnier menace d'une hausse brutale d'impôts en cas de censure. Le président du Sénat Gérard Larcher dénonce les députés qui « mettent en péril la vie quotidienne de nos concitoyens ». Sauve qui peut.

Dans un régime néolibéral, ce sont les marchés financiers qui décident de la marche du pays

Copyright © Ricochets

« C'est une catastrophe si le gouvernement tombe, cela enverrait un signal dévastateur aux marchés » en rajoute une couche un député macroniste. Preuve s'il en est que dans un régime néolibéral, ce sont les marchés financiers qui décident de la marche du pays.

La macronie a décidé de précipiter le pays dans l'abîme et veut aujourd'hui en faire payer le prix à tout le monde - enfin, aux plus précaires, les grandes entreprises et les propriétaires se sortent généralement très bien d'une crise économique frappant leur pays, on vous rassure - sans jamais remettre en question leur propre responsabilité. Si vous souhaitiez demander son avis à M. Macron, il faudrait aller lui demander en Arabie Saoudite, où il est en déplacement aujourd'hui - le sens du timing, toujours !

En réalité, voilà les différentes situations possibles. Que l'on ait un nouveau gouvernement formé dès le mois de décembre, ou que le gouvernement actuel reste en charge des « affaires courantes, cela change peu de choses pour le moment. Ce gouvernement peut déposer une « loi spéciale » afin de reconduire le budget de 2024 et ainsi assurer la continuité du fonctionnement de l'État. C'est là où les choses se corsent et deviennent plus incertaines, puisque c'est une plongée dans l'inconnu...

Scénario 1

La loi spéciale est votée. Le budget de 2024 est reconduit. Bonne nouvelle pour les retraité-es : toutes les pensions seront revalorisées dès janvier, au lieu du décalage voulu par le gouvernement. Moins bonne nouvelle pour d'autres, qui paieront plus d'impôts avec la fixation du barème de l'impôt.

Scénario 2

La loi spéciale est rejetée. Macron sort de sa poche le fameux article 16, dont beaucoup ont entendu parler pour la première fois lorsque son ombre a plané sur nous après le résultat des législatives anticipées. Cet article, en gros, nous fait basculer dans la dictature puisqu'il confère les pleins pouvoirs au président. Il n'a été utilisé qu'une fois de façon éphémère par De Gaulle, lorsque des généraux fascistes ont tenté de renverser la République pendant la guerre d'Algérie, en 1961. Au niveau du budget et sur tous les sujets, Macron pourrait donc faire à peu près ce qui lui chante. En attendant une nouvelle dissolution, en juin prochain.

Scénario 3

La loi spéciale est rejetée. L'article 47 de la Constitution est activé. Il permet au gouvernement de ne pas passer par le vote pour promulguer le projet de finance de budget, mais par ordonnance. Il subsiste des doutes au niveau juridique sur la possibilité d'un gouvernement qui a été censuré à utiliser cet article. **Si ce scénario se réalise, le budget d'austérité, injuste et rejeté par la population et les députés entrerait en vigueur. Ce serait, là aussi, un formidable coup de force.**

Scénario 4

Le shutdown à l'américaine : l'État n'est plus en mesure d'engager de dépenses ni de percevoir de recettes au 1er janvier. Ce serait une plongée dans l'inconnu mais elle est hautement improbable. Contrairement aux USA, des protections législatives sont prévues pour empêcher un arrêt du fonctionnement de l'État en cas de crise.

Ce scénario est sujet à débat chez les constitutionnalistes, pour savoir s'il est envisageable dans notre pays. **Ce qui est beaucoup plus réaliste, c'est que les marchés attaquent la France à cause de l'instabilité politique, que**

Copyright © Ricochets

les intérêts de la dette explosent, et que notre pays subisse une thérapie de choc imposée par la finance internationale. Comme la Grèce, l'Argentine, et d'autres auparavant.

Nous espérons que ces explications vous aideront à y voir plus clair sur ce qui nous attend dans les prochaines semaines. Peu importe le scénario qui l'emporte, la fin d'année sera mouvementée. Mais est-ce que le désordre est forcément une mauvaise chose, comme nous le promettent les prophètes du malheur, quand l'ordre est aussi injuste ? Pour les capitalistes oui certainement, leur panique affichée en est la preuve. Mais pour « ceux d'en bas », le chaos peut au contraire être le terreau de bien belles choses.

- source : https://contre-attaque.net/2024/12/04/chute-du-gouvernement-les-scenarios-possibles/

- Les syndicats continuent d'annoncer piteusement des dates éparses pour des secteurs différents. Syndicalistes et travailleurs vont-ils enfin se lancer dans une salutaire grève générale ?

Après la chute du gouvernement : vers un pacte néofasciste ou un soulèvement ?

Ces prochains jours : rendez-vous dans la rue

Alors que le gouvernement Barnier va tomber et que la France s'enfonce toujours plus dans l'incertitude sociale et politique provoquée par les néolibéraux, les syndicats appellent à une série de grèves et de manifestations ces prochains jours. Voici les rendez-vous :

¡ Jeudi 5 décembre : grève dans la fonction publique et manifestations dans toute la France, notamment à :

Nantes : 10h30, préfecture. Il y aura un cortège de la culture en lutte, durement frappée par les coupes budgétaires. Une AG de l'éducation est aussi prévue en fac de pharma à 9h.

Saint-Nazaire : 11h devant l'hôpital, avec une AG interprofessionnelle à 10h au même endroit, et une AG de l'éducation à 14h à la maison des syndicats.

Copyright © Ricochets

Paris : 14h, Bercy

Toulouse : 14h, Jean Jaurès

Lyon : 11h30, Jean Macé, et partout ailleurs...

¡ Mardi 10 décembre : grève des dockers

¡ Mercredi 11 décembre : grève des cheminot·es

¡ Jeudi 12 décembre : grève dans l'industrie

¡ Samedi 14 décembre : mobilisation avec les travailleur-ses sans-papiers pour l'égalité des droits

Ces « journées » syndicales seront évidemment inaudibles et inutiles : les bureaucraties appellent en ordre dispersé à des mobilisations séparées et éphémères afin de ne surtout pas déranger le pouvoir en place. Au moment où il faudrait justement frapper un grand coup, avec une grève générale.

La perspective est donc déprimante, sauf si... ces grèves sont reconduites et surtout rejointes ! Il n'est pas exclu que les enseignant-es et les cheminot-es se lancent dans des mouvements qui durent. Mais pour cela, il faudra aller massivement dans les AG et construire le mouvement par la base.

Alors n'hésitez pas à donner de la force aux secteurs en lutte de votre ville, à rejoindre ou impulser des Assemblées générales, à vous organiser.

Dans la situation gravissime que nous traversons, il n'y a rien à attendre de la classe politique ni des « partenaires sociaux », ne comptons que sur nous-mêmes.

source : https://contre-attaque.net/2024/12/04/ces-prochains-jours-rendez-vous-dans-la-rue/

En Drôme-Ardèche le 05 décembre

Mouvement national de grève dans la fonction publique à l'appel des organisation syndicale FSU, CGT, Solidaires 07&26

- Crest 7h15 blocage lycée Armorin
- Crest, 10h AG Armorin
- Valence : A partir de 12H, village des luttes à Valence place porte neuve
- Valence : 14h Champs de Mars
- Romans : 10h Nouvelle Maison des syndicats
- Privas : 10h30 Préfecture

La quasi-totalité des syndicats de la fonction publique appellent à une journée nationale « d'action » et de « grève » le 5 décembre prochain, pour dénoncer notamment des coupes budgétaires dans l'administration.

Copyright © Ricochets